



## CHAPITRE 67

### Loi modifiant la Loi de l'instruction publique

[Sanctionnée le 6 août 1965]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S. R., c.  
235, a.  
54a, aj.

**1.** La Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235) est modifiée en insérant après l'article 54 le suivant:

Division  
en quar-  
tiers, etc.

« **54a.** Lors de l'érection, de l'annexion ou de la fusion de municipalités scolaires, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour fins d'élections, diviser le territoire de la municipalité en quartiers, assigner un nom ou un numéro à chaque quartier et décréter que chacun sera représenté par un ou plusieurs commissaires ou syndics. Dans ce cas, un candidat ne peut être mis en candidature que pour un quartier désigné et un électeur ne peut voter que dans chaque quartier où il a qualité d'électeur suivant l'article 99.

Modifica-  
tion, etc.,  
de cette  
division.

Après la première élection suivant l'érection, l'annexion ou la fusion, les commissaires ou syndics d'écoles peuvent, en observant les formalités et le délai prescrits à l'article 103, modifier ou rescinder ces dispositions de l'arrêté en conseil. »

S. R., c.  
235, a. 55,  
mod.

**2.** L'article 55 de ladite loi est modifié en remplaçant dans les neuf premières lignes du deuxième alinéa les mots: « Cependant, les électeurs d'une municipalité visée au dernier alinéa de l'article 51 doi-

## CHAPTER 67

### An Act to amend the Education Act

[Assented to 6th August 1965]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** The Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235) is amended by inserting after section 54 the following:

R. S., c.  
235, s.  
54a, ad.

“**54a.** When school municipalities are erected, annexed or united, the Lieutenant-Governor in Council may divide the territory of such municipalities into wards for election purposes, assign a name or number to each ward and provide that each shall be represented by one or more commissioners or trustees. In such case, a candidate shall be nominated for a stated ward only and an elector shall vote only in each ward where he is qualified as an elector under section 99.

Division  
into  
wards,  
etc.

After the first election following the erection, annexation or union, the school commissioners or trustees, complying with the formalities and the delay prescribed by section 103, may amend or rescind such provisions of the order in council.”

Change  
of such  
division.

**2.** Section 55 of the said act is amended by replacing in the first eight lines of the second paragraph the words: “Nevertheless the electors of a municipality referred to in the last paragraph of section 51 shall

R. S., c.  
235, s. 55,  
am.

vent procéder à la mise en candidature et à l'élection de leurs commissaires les quatrième et cinquième lundis juridiques qui suivent l'avis de cette érection dans la *Gazette officielle de Québec*, ou, si l'un de ces jours est férié, le jour juridique suivant. » par les mots: « Cependant, s'il s'agit d'une municipalité visée au dernier alinéa de l'article 51 ou d'une municipalité dont l'érection prend effet pour fins d'élections à une autre date que le 1er juin, les électeurs de cette municipalité doivent procéder à la mise en candidature et à l'élection de leurs commissaires les quatrième et cinquième lundis juridiques qui suivent l'avis de cette érection dans la *Gazette officielle de Québec* ou, si l'un de ces jours est férié, le jour juridique suivant. »

nominate candidates and elect their commissioners on the fourth and fifth juridical Mondays following the notice of such erection in the *Quebec Official Gazette*, or, if either of such days is a holiday, on the following juridical day." by the words: "Nevertheless, in the case of a municipality contemplated in the last paragraph of section 51, or one whose erection takes effect for election purposes on a date other than the 1st of June, the electors of such municipality shall nominate candidates and elect their commissioners on the fourth and fifth juridical Mondays following the notice of such erection in the *Quebec Official Gazette* or, if either of such days is a holiday, on the following juridical day."

S. R., c. 235, a. 99, mod. **3.** L'article 99 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe 1° par le suivant:

« 1° avoir dix-huit ans et être citoyen canadien; ».

**3.** Section 99 of the said act is amended by replacing paragraph 1 by the following: R. S., c. 235, s. 99, am.

"(1) to be eighteen years of age and a Canadian citizen;"

Id., a. 103, mod. **4.** L'article 103 de ladite loi est modifié en remplaçant les deux premiers alinéas par les suivants:

**4.** Section 103 of the said act is amended by replacing the first two paragraphs by the following: Id., s. 103, am.

Division en quartiers, etc. **"103.** Les commissaires ou syndics d'une municipalité scolaire peuvent, par résolution adoptée avant le dix-sept mars, diviser pour fins d'élections le territoire de cette municipalité en quartiers, assigner un nom ou un numéro à chaque quartier et décréter que chacun sera représenté par un ou plusieurs commissaires ou syndics.

Mise en candidature. Dans ce cas, un candidat ne peut être mis en candidature que pour un quartier désigné et un électeur ne peut voter que dans chaque quartier où il a qualité d'électeur suivant l'article 99. »

**"103.** The commissioners or trustees of a school municipality, by resolution passed before the seventeenth of March, may divide the territory of such municipality into wards for election purposes, assign a name or number to each ward and provide that each shall be represented by one or more commissioners or trustees.

In such case, a candidate shall be nominated for a stated ward only and an elector shall vote only in each ward where he is qualified as an elector under section 99."

S. R., c. 235, a. 201, mod. **5.** L'article 201 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

Dispense de la lecture du procès-verbal. « Les commissaires ou syndics d'écoles peuvent par résolution dispenser le secrétaire-trésorier de lire le procès-verbal pourvu qu'une copie en ait été remise à chaque membre présent au moins six heures avant le début de la séance où il est approuvé. »

**5.** Section 201 of the said act is amended by adding the following paragraph: R. S., c. 235, s. 201, am.

"The school commissioners or trustees, by resolution, may excuse the secretary-treasurer from reading the minutes provided that a copy thereof has been given to each member present at least six hours before the opening of the sitting at which they are approved."

S. R., c. 235, a. 207a, aj. **6.** Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 207 le suivant:

**6.** The said act is amended by inserting after section 207 the following: R. S., c. 235, s. 207a, ad.

Réglementation. « **207a.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire les règlements qu'il juge nécessaires à l'application des articles 206 et 207. »

Publication. Ces règlements entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec* ou de la date ultérieure qui y est fixée. »

S. R., c. 235, a. 219, mod. **7.** L'article 219 de ladite loi est modifié en remplaçant les deuxième et troisième alinéas par les suivants:

Raisons motivant décision. « Cependant, ils doivent, sur la demande écrite et personnelle de l'instituteur délivrée avant le quinze juin, lui donner par écrit avant le quinze juillet les raisons qui motivent leur décision, mais aucun droit d'action ne découle des raisons ainsi données de bonne foi. »

Arbitrage. Si l'instituteur a été à l'emploi de la commission scolaire pendant huit mois ou plus pendant chacune des trois dernières années scolaires, y compris celle pendant laquelle l'avis de non réengagement a été donné, il peut, s'il donne à la commission scolaire avant le quinze août un avis écrit de son intention à cette fin, soumettre son grief à l'arbitrage suivant la procédure prescrite dans la convention collective régissant les parties ou, à défaut de telle convention ou si elle n'y pourvoit pas, suivant les articles 88 à 90 du Code du travail. »

S. R., c. 235, a. 235, remp. **8.** L'article 235 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Responsabilité du paiement des obligations, etc. « **235.** Le principal et les intérêts des obligations émises par une commission scolaire ou une commission scolaire régionale sont à la charge du fonds général de cette commission; de plus, si les obligations sont émises par une commission scolaire régionale, les commissions scolaires qui en sont membres sont tenues au paiement de ces obligations, en principal et intérêts, proportionnellement à l'évaluation foncière de chacune d'elles lors de l'échéance. »

S. R., c. 235, a. 236, remp. **9.** L'article 236 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Emprunts temporaires. « **236.** Les commissaires ou les syndics d'écoles peuvent, en attendant la per-

« **207a.** The Lieutenant-Governor in Council may make such regulations as he deems necessary for the application of sections 206 and 207. »

Such regulations shall come into force on the day of their publication in the *Quebec Official Gazette*, or on such later date as is fixed therein. »

**7.** Section 219 of the said act is amended by replacing the second and third paragraphs by the following:

« They shall, however, upon the written and personal request of the teacher delivered before the fifteenth of June, give him in writing, before the fifteenth of July, the reasons for their decision but no right of action shall result from reasons so given in good faith. »

If the teacher has been employed by the school board for eight or more months during each of the last three preceding school years, including that during which the notice of termination was given, he may, if he notifies the school board in writing of such intention before the fifteenth of August, submit his complaint to arbitration according to the procedure prescribed in the collective agreement governing the parties or, failing such agreement or if it makes no provision therefor, according to sections 88 to 90 of the Labour Code. »

**8.** Section 235 of the said act is replaced by the following:

« **235.** The principal and interest of the bonds or debentures issued by a school board or regional school board shall be chargeable to the general fund of such board, and if the bonds or debentures are issued by a regional school board, the school boards which are members thereof are liable for payment of such bonds or debentures, in principal and interest, in proportion to the valuation of the real estate taxable by each of them at the time of maturity. »

**9.** Section 236 of the said act is replaced by the following:

« **236.** The school commissioners or trustees may, pending the collection of

ception des taxes ou cotisations scolaires ou la réception d'une subvention de la province, contracter par simple résolution des emprunts temporaires au moyen de billets, pour une période n'excédant pas six mois et aux conditions qu'ils déterminent. L'article 231 ne s'applique pas à ces emprunts. »

the school taxes or assessments or the receipt of a subsidy from the Province, by mere resolution, contract temporary loans, by means of notes, for a period not exceeding six months, and on such conditions as they determine. Section 231 shall not apply to such loans."

S. R., c. 235, aa. 245 à 247, remp.

Régime de retraite.

**10.** Les articles 245 à 247 de ladite loi sont remplacés par le suivant :

« **245.** Les commissaires ou les syndics d'écoles peuvent par résolution établir, conformément à la Loi des régimes supplémentaires de rentes, un régime de retraite pour leurs salariés qui ne sont pas assujettis au Régime de retraite des enseignants, y compris les prestations au cas d'invalidité ou de décès.

Approba-  
tion et en-  
registre-  
ment.

Cette résolution ou toute résolution qui la modifie n'entre en vigueur qu'après son approbation par le ministre de l'éducation et son enregistrement par la Régie des rentes. »

**10.** Sections 245 to 247 of the said act are replaced by the following:

« **245.** The school commissioners or trustees, by resolution, may establish, in conformity with the Supplemental Pension Plans Act, a retirement plan for their employees who are not subject to the Teachers Pension Plan, including disability or death benefits.

R. S., c. 235, ss. 245-247, replaced.

Retire-  
ment  
plan.

Such resolution or any resolution amending it shall not come into force until it is approved by the Minister of Education and registered by the Pension Board."

Approval  
and regis-  
tration.

S. R., c. 235, a. 266, mod.

**11.** L'article 266 de ladite loi est modifié :

a) en remplaçant dans la troisième ligne du premier alinéa le mot « septembre » par le mot « mai » ;

b) en remplaçant dans la troisième ligne du deuxième alinéa le mot « dix-sept » par le mot « vingt » ;

c) en remplaçant dans la deuxième ligne du troisième alinéa les mots « trente juin précédent » par les mots « trente juin suivant » ;

d) en remplaçant les paragraphes b et c du quatrième alinéa par les suivants :

« b) les nom, prénoms, occupation et date de naissance de son père si celui-ci est vivant ;

« c) les noms, prénoms, occupation et date de naissance de sa mère si celle-ci est vivante ; ».

Id., a. 269, mod.

**12.** L'article 269 de ladite loi est modifié en remplaçant dans la troisième ligne le mot « octobre » par le mot « juin ».

**11.** Section 266 of the said act is amended:

(a) by replacing the word "September" in the third line of the first paragraph by the word "May";

(b) by replacing the word "seventeen" in the fourth line of the second paragraph by the word "twenty";

(c) by replacing the words "thirtieth of June preceding" in the second and third lines of the third paragraph by the words "thirtieth of June following";

(d) by replacing sub-paragraphs b and c of the fourth paragraph by the following:

"(b) his father's surname, given names, occupation and date of birth, if the latter is living;

"(c) his mother's surname, given names, occupation and date of birth, if she is living;"

R. S., c. 235, s. 266, am.

Id., a. 291, mod.

Juridic-  
tion.

**13.** L'article 291 de ladite loi est modifié en ajoutant ce qui suit :

« Dans les districts où il y a une Cour de bien-être social, cette poursuite est in-

**12.** Section 269 of the said act is amended by replacing the word "October" in the third line by the word "June".

**13.** Section 291 of the said act is amended by adding the following:

"In the districts where there is a Court of Social Welfare, such proceedings shall be

Id., s. 291, am.

Juris-  
diction.

tentée devant un juge de cette cour et, dans les autres districts, devant un juge de district ayant juridiction à l'endroit où l'infraction a été commise. »

brought before a judge of such court and in the other districts before a district judge having jurisdiction in the place where the offence was committed."

S. R., c.  
235, a.  
371, mod.

**14.** L'article 371 de ladite loi est modifié en retranchant dans les huitième et neuvième lignes les mots: « qui résident dans la municipalité ».

**14.** Section 371 of the said act is amended by striking out the words "who reside in the municipality" in the eighth and ninth lines. R. S., c.  
235, s.  
371, am.

Id., a. 372,  
mod.

**15.** L'article 372 de ladite loi est modifié en retranchant dans la sixième ligne les mots: «, résidant dans les municipalités ».

**15.** Section 372 of the said act is amended by striking out the words "resident in the municipality" in the fifth line. Id., s. 372,  
am.

Id., a. 387,  
ab.

**16.** L'article 387 de ladite loi est abrogé.

**16.** Section 387 of the said act is repealed. Id., s. 387,  
repealed.

Id., a. 392,  
mod.

**17.** L'article 392 de ladite loi est modifié en remplaçant dans la deuxième ligne du troisième alinéa les mots « prescrit par l'article précédent » par les mots « donné en vertu de l'article 391 ou 396a ».

**17.** Section 392 of the said act is amended by replacing the words "prescribed by the preceding section" in the second and third lines of the third paragraph by the words "given under section 391 or 396a". Id., s. 392,  
am.

Id., aa.  
396a et  
396b, aj.

**18.** Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 396 les suivants:

**18.** The said act is amended by adding after section 396 the following: Id., ss.  
396a,  
396b, ad.

Cotisation scolaire provisoire.

« **396a.** Une commission scolaire dont le budget a été soumis au ministre conformément à l'article 359 et n'a pas encore été approuvé peut, par résolution adoptée après le 1er juillet, décréter l'imposition d'une cotisation scolaire provisoire égale à la moitié de la cotisation scolaire imposée pour l'année précédente.

« **396a.** A school board whose budget has been submitted to the Minister in conformity with section 359 and has not yet been approved may, by resolution passed after the 1st of July, impose a provisional school assessment equal to one-half of the school assessment imposed for the preceding year. Provisional school assessment.

Avis.

Le secrétaire-trésorier donne avis public de l'adoption de cette résolution.

The secretary-treasurer shall give public notice of the passing of such resolution. Notice.

Rôle non requis.

Le secrétaire-trésorier n'est pas tenu de faire un rôle de perception spécial pour donner effet à cette cotisation provisoire; l'adoption de cette résolution rend tout propriétaire de biens imposables débiteur d'un montant de taxes scolaires égal à la moitié du montant inscrit pour ces biens aux rôles de perception général et spécial en vigueur pour l'année précédente.

The secretary-treasurer shall not be bound to make a special collection roll to give effect to such provisional assessment; the passing of such resolution renders every owner of taxable property liable for an amount of school taxes equal to one-half the amount entered with respect to such property on the general and special collection rolls in force for the preceding year. Roll not required.

Diminution de valeur.

Cependant, si depuis la confection de ces rôles de perception un immeuble a subi une diminution de valeur par démolition, incendie ou autre désastre, la commission scolaire, sur demande écrite du propriétaire, doit par résolution réduire

Nevertheless, if, since such collection rolls were made, an immovable has suffered a reduction in value by demolition, fire or other disaster, the school board, upon the written request of the proprietor, shall, by resolution, reduce Reduction in value.

le montant de taxes scolaires fixé pour cet immeuble conformément à l'alinéa précédent au montant qu'elle estime juste et raisonnable, eu égard à cette diminution de valeur.

**Exigibilité des taxes.** Les taxes scolaires dues en vertu du présent article sont, sous réserve de l'article 392, exigibles le vingtième jour suivant celui où l'avis public de l'adoption de la résolution est donné.

**Approbation du ministre.** Lorsque le budget de la commission scolaire est approuvé par le ministre, les taxes scolaires sont imposées en la façon ordinaire, sans tenir compte des résolutions adoptées en vertu du présent article.

**Remplacement de la cotisation scolaire provisoire.** « **396b.** La cotisation scolaire imposée en vertu de l'article 388 remplace, à compter de l'expiration du délai de quinze jours mentionné à l'article 391, la cotisation scolaire provisoire imposée pour la même année scolaire en vertu de l'article 396a, sans préjudice toutefois aux droits de la commission scolaire pour les sommes alors exigibles en capital et intérêts en vertu de cette cotisation provisoire; à compter de l'expiration du même délai, les taxes scolaires imposées en vertu de la cotisation scolaire provisoire sont réputées avoir été imposées par le rôle de perception en vigueur pour la même année scolaire. »

**S. R., c. 235, a. 423, mod.** **19.** L'article 423 de ladite loi est modifié en remplaçant dans les deux dernières lignes les mots « par le recensement de l'année courante prévu à l'article 266 » par les mots « par le dernier recensement fait conformément à l'article 266 ».

**Id., a. 487, mod.** **20.** L'article 487 de ladite loi est modifié en remplaçant dans la première ligne le mot « mai » par le mot « mars ».

**Id., a. 492, mod.** **21.** L'article 492 de ladite loi est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par les suivants:

**Paiement.** « Cette part est payable à la commission régionale en dix versements mensuels égaux le premier jour juridique des mois de septembre à juin de chaque année.

**Intérêt.** Tout versement non payé à échéance porte, à compter de l'échéance, intérêt au taux de six pour cent l'an. »

the amount of school taxes fixed for such immovable under the preceding paragraph, at such amount as it deems fair and reasonable in view of such reduction in value.

School taxes payable under the present section shall, subject to section 392, be payable on the twentieth day following that on which the public notice of the passing of the resolution is given.

When the budget of the school board is approved by the Minister, the school taxes are imposed in the ordinary manner, without regard to resolutions passed under this section.

« **396b.** From the expiration of the delay of fifteen days mentioned in section 391, the school assessment imposed under section 388 shall replace the provisional school assessment imposed for the same school year under section 396a, subject however to the rights of the school board for the amounts then exigible in principal and interest under such provisional assessment; from the expiration of the same delay, the school taxes imposed under the provisional school assessment shall be deemed to have been imposed by the collection roll in force for the same school year. »

**R. S., c. 235, s. 423, am.** **19.** Section 423 of the said act is amended by replacing the words "by the current year's census provided for in section 266" in the last two lines by the words "by the last census made under section 266".

**Id., s. 487, am.** **20.** Section 487 of the said act is amended by replacing the word "May" in the first line by the word "March".

**Id., s. 492, am.** **21.** Section 492 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following:

"Such share shall be payable to the regional board in ten equal monthly instalments on the first juridical day of the months of September to June in each year.

Any instalment not paid at maturity shall bear interest from the date of maturity at the rate of six per cent per annum."

S. R., c.  
235, a.  
495a, aj.

**22.** Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 495 le suivant :

Déléga-  
tion de  
pouvoirs.

« **495a.** Une commission scolaire peut, aux conditions qu'elle détermine par résolution, déléguer à une commission régionale la totalité ou une partie de ses pouvoirs et devoirs. Cette délégation doit être acceptée par résolution de la commission régionale et approuvée par le ministre.

Modifi-  
cations.

Toute modification aux conditions de la délégation est soumise aux mêmes formalités. »

Entrée en  
vigueur.

**23.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, sauf l'article 10 qui entrera en vigueur le jour qui sera fixé par proclamation du lieutenant-gouverneur et les articles 11, 12 et 19 qui entreranno en vigueur le 1er mai 1966.

**22.** The said act is amended by adding after section 495 the following :

R. S., c.  
235, s.  
495a, ad.

“**495a.** A school board may, on such conditions as it determines by resolution, delegate to a regional board all or part of its powers and duties. Such delegation must be accepted by resolution of the regional board and approved by the Minister.

Delega-  
tion of  
powers.

Any change in the conditions of delegation shall be subject to the same formalities.”

Change.

**23.** This act shall come into force on the day of its sanction, except section 10 which shall come into force on a day to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor, and sections 11, 12 and 19 which shall come into force on the 1st of May 1966.

Coming  
into force.